

**SOS Démocratie au Burundi Case**  
**Postale 23**  
**CH-1211 GENÈVE 24**

## **BURUNDI : VERS UNE IMPLOSION TOTALE**

Les nouvelles en provenance du Burundi laissent penser que ce pays s'achemine vers une nouvelle grave crise institutionnelle provoqué par l'opposition, et risque de sombrer dans le chaos. En effet, d'après le président du parti Uprona (Union pour le progrès National), M. Charles Mukasi, qui s'exprimait le 16 courant sur *Radio Africa N° 1*, son parti retire sa confiance à l'actuel Premier Ministre, M. Anatole KANYENKIKO. Cette décision prise lors de la réunion du comité Central du dimanche 15 janvier 95 par 37 voix sur 40 s'inscrit dans la logique de guerre et de destruction totale du pays poursuivie par l'UPRONA et l'opposition en général. Pour le Comité Central de l'UPRONA il faut que le Premier Ministre démissionne. Partant, la fameuse Convention de gouvernement signée l'an dernier au terme des plusieurs mois de négociations, ponctués de nombreux actes de terrorisme et d'assassinats individuels ou collectifs deviendra caduque, laissant encore re davantage la voie libre à l'arbitraire et au crime organisé.

Depuis l'assassinat du Président Melchior Ndadaye, le 21 octobre 1993, chaque jour apporte son lot de Crimes et d'horreur, dans une indifférence plus ou moins généralisée ! Et pourtant des actes génocidaires se poursuivent ét huis Clos" au Burundi, tantôt en ville de Bujumbura tantot à l'intérieur du pays plus spécialement dans les provinces du Nord (Kayanza, Kirundo et Muyinga). Un peu partout, on constate que des membres de l'armée, des "déplacés" et des milices Criminelles("Sans échecs et autres) agissent, parfois de concert avec des Cléments militaires venus de l'étranger pour massacrer Paysans et responsables beaux, en attendant le tour de ce qui reste des autorités issues des élections démocratiques de juin 1993.

Dans la nuit du 21 au 22 janvier 1995, le quartier "Swahili" du chef ,-lieu de la province de Muyinga, situé en face de la cathédrale, a été quadrillé par des militaires des déplacés et des "Sans Echee » avant de se livrer à l'une (tes opérations macabres, devenues Monnaie coursante dans le pays. A savoir : encercler la maison de la victime, y lancer une ou Plus cors grenades et attendre à l'extérieur tous ceux qui tentent de s'échapper tes liquider ;les liquider.

Tel est le sort. qui a été réservé cette nuit-là à la famille de M. Séverin BIGIRINDAVYI : Alors que son épouse et ses enfants étaient tués sur le champ, à l'intérieur de leur demeure, lui est parvenu à sortir de cette dernière. Mais sans beaucoup de chance car la bande de tueurs qui l'attendait dehors allaient l'égorger aussitôt.

Inspecteur de l'enseignement primaire à Muyinga, membre du Parti FRODEBU (Front pour la Démocratie au Burundi), M. Bigirindavyi avait exercé

antérieurement la fonction d'administrateur communal, après les massacres de Niega et Marangara (août 1988).

Le jeudi 26 Janvier 1995, Monsieur Fidèle MUHIZI, gouverneur de la province de Muyinga (Nord du pays) et membre du parti UPRONA, a été tué vers 19h00 dans sa commune de Gasorwe

Le 19 janvier 1995, à 10 heures du matin, trois jeunes gens vivant chez un cadre de la CAMOFI (Caisse de mobilisation financière) se rendent chez un vieux voisin, habitant dans le quartier de Gikungu rural, dans la périphérie Nord-Est de Bujumbura. Les trois jeunes lui disent qu'ils sont attaqués par "des gens armés", le vieux leur conseille de retourner chez eux pour veiller sur la maison, d'autant plus que le maître de céans ( M. Dieudonné ) est absent.

Afin de vérifier l'information, le vieux se rend quand même chez son voisin, Les trois jeunes gens le font entrer dans l'enclos où ils lui montrent un petit trou par lequel les malfaiteurs seraient passés. Le vieux dit aux jeunes de crier en cas de danger afin que tous les voisins viennent au secours.

Au moment où il allait retourner chez lui, les trois jeunes gens lui tirent trois balles dans le bas-ventre ; il s'écroule mais ne meurt pas sur le champ Alertés par les coups (le feu, les voisins accourent sur les lieux et les; jeunes gens prennent la fuite, L'un d'eux fuit vers la position militaire: la plus proche, le deuxième se cache dans un champ de manioc et le troisième prend une autre direction.

Celui qui a été alerté les militaires revient avec un groupe d'eux ce qui donne confiance aux deux autres qui ont leur tour regagnent la maison l'es militaires saisissent les deux armes utilisées pour le crime avant de conduire le vieux à l'hôpital où il meurt mais après avoir raconté ce qui s'est passé. Si les militaires ont emmené les trois jeunes pour les remettre à la justice", reste à voir si les trois criminels seront inquiétés pour autant

Le 16 janvier 1995, des militaires encerclent la localité de NING en commune de Butaganzwa province de Kayanza (Nord du pays) et tirent sur tout ce qui bouge. Pendant ce temps des "Sans le cher" et autres miliciens 'Tutsi entrent dans la localité et tuent par tous les moyens à leur portée (fusils et armes blanches) résultat : au moins 200 tués (Cadavres retrouvés sur les lieux). Le village n'était habité que par des paysans Hutu

Dimanche 22 janvier à minuit, des coups de feu se font entendre dans le Nord-Est de Bujumbura et les tirs continuent jusqu'à 2 heures du matin. Deux explosions de grenades se font également entendre Sont visés l'Hôpital militaire de Kamenge, le quartier de Mutanga-Sud et l'Ecole Technique Secondaire (ETS) de Kamenge) Comme à Musaga-Kinanira, Kinindo et Kanyosha en décembre 1994, les auteurs de ces attaques sont des "inconnus" mais que néanmoins les forces d'ordre ont eu le temps de dénombrer et dont elles ont observé le mouvement (?). A l'hôpital militaire de Kamenge comme au quartier de Mutanga-Sud, ce sont surtout les biens matériels (salles de consultation, salles d'opération véhicules) qui ont été visés plutôt que les personnes humaines.

Seules victimes déclarées : un militaire blessé et un assaillant abattu et présenté comme le chef de la bande de criminels. Autre détail intéressant : la tenue des assaillants a été également identifiée (du sombre tendant au noir). Mais chose curieuse l'homme abattu et qu'on fait passer pour le chef de la bande ne portait qu'une culotte et une chemise ; il ne s'agirait en fait que d'un fou qui rôdait habituellement autour de ces lieux.

Mais comment -se fait-il que les forcés de l'ordre, seuls maîtres de la nuit et de la ville, en raison du couvre-feu en vigueur, n'aient pas livré de combat contre les "assaillants" et n'aient pas essayé de leur couper la retraite ? Pourquoi n'en avoir pas capturé ne l'oi-ce qu'un seul alors qu'on a eu le loisir de les compter et d'identifier leur tenue

Par ailleurs, M, François NGEZE Président auto proclamé après l'assassinat de M. NDADAYE et désigné nommément comme étant l'un des principaux acteurs du putsch d'octobre 1993, a été vu sur les lieux des prétendus combats (Mutanga-Sud et Hôpital Militaire de Kamenge) vers 5 heures du matin alors que son domicile actuel est situé à l'extrême-sud de la capitale (quartier de Kinindo) ? Le soir du 23 janvier 1995, il a eu droit à plus d'un quart d'heure de micro à la radio nationale. Pour dire entre autres que le parti FRODEBU (Front pour la Démocratie au Burundi), vainqueur des élections de juin 1993 s'est avéré incapable de gouverner, de protéger les citoyens, que les vrais patriotes ne peuvent pas rester les bras croisés et que quelque chose doit être faite.

Lundi 23 janvier 1995, à 8 heures du matin, les habitants du quartier de Sororezo, colline surplombant la ville de Bujumbura, et dont la plupart des anciens "déguerpis" de l'actuel lotissement de Mutanga-Sud et du "refit village" - localité faisant partie de l'ancien palais de M. Jean Baptiste Bagaza- ont vu arriver un groupe de miliciens (Tutsi) "Sans Echecs", encadrés semble-t-il, par des hommes en uniforme des forces de l'ordre". La plupart des maisons ont été pillées et brûlées. Quant aux habitants, ceux qui n'ont pas fui y ont laissé la vie. Bilan inconnu mais très lourd au moins cinq morts (cadavres ramassés par la Mairie de Bujumbura) et près de 400 personnes déplacées pour on ne sait combien de temps.

Pour conclure, notons

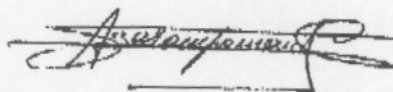
- que les auteurs de ces différents meurtres et autres actes criminels ne sont jamais élucidés. La formule couramment utilisée dans les milieux de la presse, locale et des forces de l'ordre et de sécurité pour les désigner c'est celles de, "personnes / individus non identifiés" ;
- que ces actes frappent surtout, quand ce n'est pas exclusivement, des citoyens et citoyennes de l'ethnie Hutu
- que l'escalade de la violence et du crime impuni se poursuit de façon presque ininterrompue depuis octobre 1993 sans que les forces de l'ordre et la justice fassent quoi que ce soit pour y mettre fin ;
- et que surtout on se dirige droit vers l'implosion totale à la rwandaise si rien n'est fait très rapidement par la Communauté internationale.

Enfin on est cri droit de se demander à quoi ont servi la politique de désarmement et les multiples campagnes menées dans ce sens tarribour battant depuis le printemps dernier si les citoyens continuent à mourir en si grand nombre. Vu le nombre élevé (les victimes, il est grand temps de faire l'évaluation (le cette politique et (le concrétiser les mesures et propositions des différents organismes nationaux et internationaux qui ont eu à s'occuper du Burundi au cours des derniers mois.

Dans ce sens et conformément aux dernières recommandations du Parlement européen, il est urgent de décréter un embargo international et de cesser les exportation d'armes et de Munitions vers le Burundi et le Rwanda Comme le Président de la République du Burundi vient de le demander au Secrétaire Général des Nations Unies, il plus qu'urgent d'envoyer dans ce pays une mission d'enquête judiciaire sur le putsch d'octobre 1993 et les massacres qui en ont suivi.

Genève, le 27 janvier 1995

SOS DÉMOCRATIE AU BURUNDI  
CP 23  
CH-1211 GENEVE 24



BARAMPAMA Angelo  
Président